

L'ÉDUCATION à VOIX HAUTE  
plaidoyer et responsabilité sociale



Aperçu sur l'Éducation  
à voix haute :

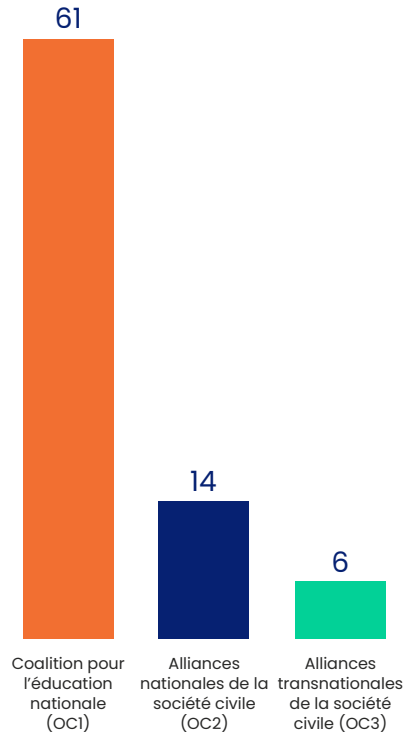
# VUE D'ENSEMBLE, REALISATIONS ET APPRENTISSAGES

2024-2025





## Nombre de bénéficiaires d'Éducation à voix haute (juin 2025)



# À PROPOS DE L'ÉDUCATION À VOIX HAUTE

Éducation à voix haute est le fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) dédié au plaidoyer et à la responsabilisation de la société civile. Géré par Oxfam Danemark, EOL soutient les organisations de la société civile afin de renforcer la transparence, la responsabilisation et la participation de la société civile aux processus décisionnels en matière d'éducation aux niveaux national, régional et mondial. Doté d'une enveloppe de 133 millions de dollars et octroyant des financements dans plus de 60 pays, il s'agit du plus grand fonds de plaidoyer en faveur de l'éducation au monde destiné à la société civile.

Depuis 2019, Éducation à voix haute a soutenu la société civile dans plus de 60 pays pour plaider en faveur de systèmes éducatifs plus inclusifs, sensibles au genre et équitables qui répondent mieux aux besoins des communautés, en particulier les plus marginalisées. Le programme soutient les coalitions nationales de l'éducation (OC1), les alliances nationales de la société civile (OC2) et les alliances transnationales (OC3).

Ce rapport présente les principaux résultats obtenus par les organisations de la société civile soutenues par Education Out Loud entre juillet 2024 et juin 2025, et partage les idées des initiatives d'apprentissage du programme.

Bonne lecture !

Pour le rapport d'avancement technique complet pour 2024/25, veuillez consulter : [www.educationoutloud.org](http://www.educationoutloud.org)

Photo : Djélika, 11 ans. Elle a été forcée de fuir son village avec sa famille après des attaques armées. Après un an d'absence de l'école, elle a pu retourner en classe. Burkina Faso.

Crédit : Trans.Lieu



## PRINCIPAUX RÉSULTATS

Juillet 2024 – juin 2025

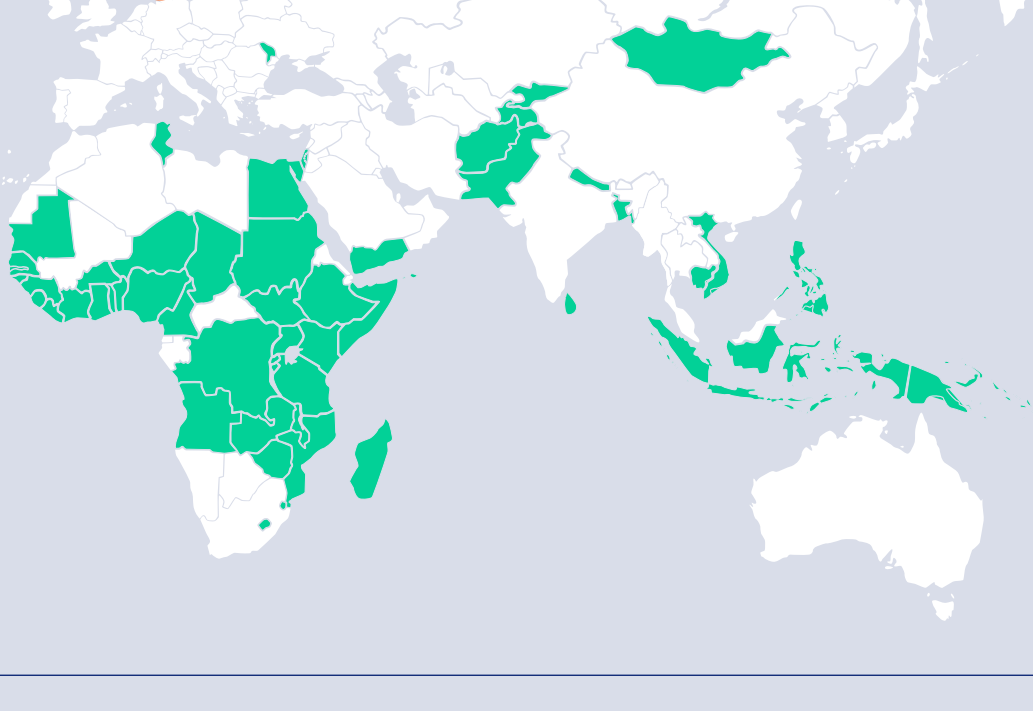
<b>81</b>	des organisations de la société civile ont été soutenues dans 61 pays	<a href="#">En savoir plus page 4 →</a>
<b>57</b>	des changements de politique ont été influencés par les bénéficiaires	<a href="#">En savoir plus page 6 →</a>
<b>75</b>	des mécanismes de responsabilité sociale ont été créés ou renforcés par les bénéficiaires	<a href="#">En savoir plus page 10 →</a>
<b>99</b>	des études et des rapports ont été produits par les bénéficiaires pour être utilisés dans le plaidoyer et le suivi	<a href="#">En savoir plus page 12 →</a>
<b>93</b>	pour cent des Coalitions nationales de l'éducation (CNE) sont maintenant membres de leur groupe local de l'éducation	<a href="#">En savoir plus page 13 →</a>
<b>85</b>	pour cent des CNE ont une politique de genre ou un code de conduite mis à jour	<a href="#">En savoir plus page 16 →</a>
<b>29</b>	collaborations d'apprentissage ont été soutenues pour promouvoir l'apprentissage collaboratif	<a href="#">En savoir plus page 17 →</a>



# OÙ L'ÉDUCATION À VOIX HAUTE SOUTIENT LE CHANGEMENT

# 81

bénéficiaires ont été  
soutenus dans 61 pays



# COMMENT FONCTIONNE ÉDUCATION À VOIX HAUTE





# CHANGEMENTS DE POLITIQUE

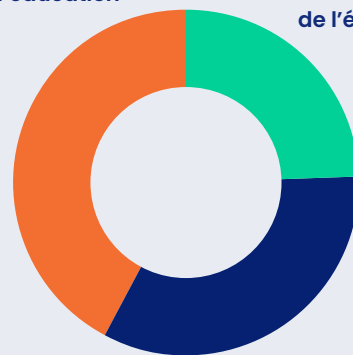
**57** changements de politique ont été influencés par les bénéficiaires dans 28 pays

L'objectif général d'Éducation à voix haute est de donner à la société civile les moyens d'être active et influente dans l'élaboration des politiques éducatives afin de mieux répondre aux besoins des communautés, en particulier ceux des populations vulnérables et marginalisées. Cette année, on a constaté une augmentation du nombre de changements politiques influencés par les organisations de la société civile soutenues par Éducation à voix haute et par les alliances formées dans le but principal d'améliorer les conditions et la qualité de l'éducation, de renforcer le financement de l'éducation et de garantir des politiques plus inclusives et tenant compte des questions de genre.

Photo : Les enfants lavent leurs assiettes après le déjeuner, Tanzanie (2024).  
Crédit : GPE/Mrutu (Trans.Lieu).

**24 POLITIQUES**  
qui améliorent  
les conditions  
et la qualité de  
l'éducation

**14 POLITIQUES**  
visant à  
renforcer le  
financement  
de l'éducation



**19 POLITIQUES**  
visant à garantir des  
systèmes éducatifs  
plus inclusifs

## AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION

Garantir l'accès à une éducation de qualité aux populations marginalisées, notamment aux filles, est essentiel pour parvenir à l'égalité des opportunités. À ce titre, la promotion de systèmes éducatifs inclusifs et sensibles à la dimension de genre constitue un axe prioritaire. En 2024/25, les bénéficiaires ont influencé **19 politiques visant spécifiquement à favoriser l'inclusion des communautés marginalisées**, notamment les enfants en situation de handicap, les filles enceintes et les mères adolescentes, ainsi que les enfants migrants. De nombreuses autres politiques ont également intégré, dès leur conception, des composantes fortes en matière de genre et d'inclusion.

Au **Népal**, la Coalition nationale pour l'éducation (CNE) a contribué à l'élaboration des plans éducatifs locaux des municipalités de Barahatal et de Mahadeva en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité, de l'accessibilité et de la pertinence pour

toutes les communautés, en particulier les groupes marginalisés et les jeunes. Grâce à son action de plaidoyer, la CNE au Népal a permis aux membres des communautés d'exprimer leurs priorités en matière d'éducation et a renforcé la capacité des responsables locaux à adapter le Plan national du secteur de l'éducation scolaire aux besoins locaux.

Au **Cameroun**, la Coalition nationale pour l'éducation (CEFAN) a contribué à l'élaboration et à la validation de la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2030 du Cameroun. La coalition a participé aux réunions de validation de la conception et a diffusé la stratégie finalisée auprès des autorités locales, garantissant ainsi l'alignement et la sensibilisation au niveau local.

Photo : Les jeunes élèves font la queue avant d'entrer dans leur classe. École secondaire Shree Sisneri, municipalité de Mahalaxmi, Népal (2025).

Crédit : GPE/Federico Scoppa.





## RENFORCEMENT DU FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Un financement accru de l'éducation est essentiel pour garantir des environnements d'apprentissage favorables, l'inclusion des communautés marginalisées et l'amélioration des résultats scolaires. Au cours de la période considérée, les bénéficiaires ont influencé **14 changements de politique visant à améliorer le financement de l'éducation.**

Il s'agit notamment d'une augmentation des budgets nationaux consacrés à l'éducation, d'une participation accrue des communautés aux décisions budgétaires et d'une réglementation plus stricte concernant l'allocation et l'utilisation des budgets de l'éducation.

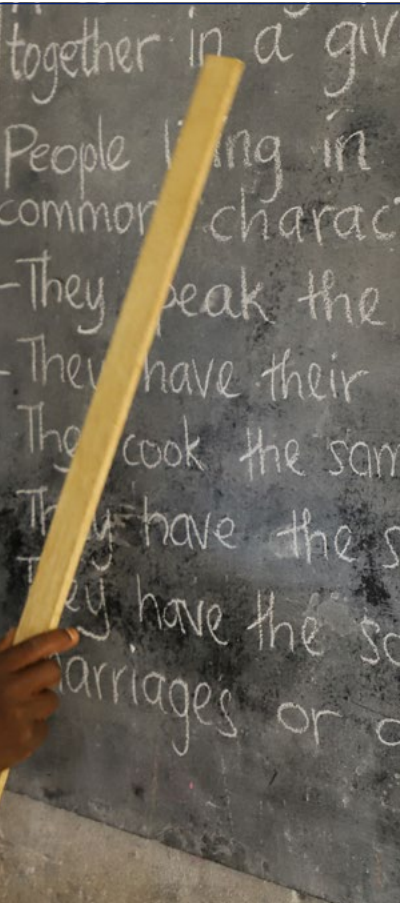
En **Indonésie**, le gouvernement a introduit de nouvelles réglementations sur l'utilisation du budget de l'éducation, précisant le pourcentage du budget national alloué à l'éducation et définissant les dépenses autorisées. La Coalition nationale pour l'éducation (NEW) a contribué à identifier les lacunes dans l'allocation budgétaire et à mobiliser la société civile afin de garantir

que les voix des personnes marginalisées soient entendues dans les discussions politiques. La coalition a également apporté des contributions techniques et s'est engagée dans des actions de plaidoyer auprès des médias et des campagnes publiques pour sensibiliser et mobiliser le soutien.

Au **Malawi**, le budget de l'éducation est passé de 946 milliards de MWK en 2024/25 à 1 300 milliards de MWK en 2025/26. La Coalition nationale pour l'éducation (CSCE) et d'autres acteurs de la société civile ont suivi les dépenses de l'année dernière et analysé le nouveau projet de budget, plaidant en faveur d'investissements plus ciblés dans des domaines tels que le matériel pédagogique et les prêts étudiants. Elles ont également dialogué avec les instances gouvernementales et utilisé les médias pour sensibiliser le public à la nécessité d'investir dans une éducation de qualité.

Photo : Enseignante en classe, Cameroun (2023).  
Crédit : Banque mondiale/O. Hebga





## SYSTÈMES ÉDUCATIFS PLUS INCLUSIFS

Garantir l'accès à une éducation de qualité aux populations marginalisées, notamment aux filles, est essentiel pour parvenir à l'égalité des opportunités. À ce titre, la promotion de systèmes éducatifs inclusifs et sensibles au genre constitue un axe prioritaire pour Éducation à voix haute. En 2024/25, les bénéficiaires ont influencé **19 politiques visant spécifiquement à favoriser l'inclusion des communautés marginalisées**, notamment les enfants en situation de handicap, les jeunes filles enceintes et les mères adolescentes, ainsi que les enfants migrants. De nombreuses autres politiques ont également intégré des composantes fortes en matière de genre et d'inclusion dans leur conception.

En **Mongolie**, le gouvernement a introduit une nouvelle politique et des lignes directrices de mise en œuvre pour l'éducation bilingue afin d'améliorer la qualité de l'éducation des enfants issus des minorités ethniques kazakhes et touvaines. Il s'agit du premier cadre complet couvrant l'élaboration de programmes d'études interculturels, la création de manuels scolaires et la formation des enseignants. La Coalition nationale pour l'éducation (AFE) a contribué à

cette initiative en menant des études de fond sur l'éducation bilingue et l'éducation interculturelle, en facilitant les consultations avec les parties prenantes et en tirant parti de la communication médiatique pour mobiliser le public et les décideurs politiques.

En **Tanzanie**, le gouvernement a mis en place un Plan national de réintégration scolaire destiné à aider les enfants ayant abandonné l'école à reprendre leurs études. La Coalition nationale pour l'éducation (TEN/MET) et Haki-Elimu, une alliance nationale de la société civile, ont joué un rôle clé dans l'élaboration de ce plan en menant des recherches, en organisant des consultations multipartites et en coordonnant des réunions techniques avec les ministères concernés.

Au **Zimbabwe**, le gouvernement a approuvé une Politique nationale sur l'égalité des genres 2025, qui fournit un cadre complet pour promouvoir l'égalité des genres dans tous les secteurs. L'alliance GEAR a contribué à la révision de cette politique en facilitant les discussions entre les jeunes et les décideurs politiques de haut niveau, permettant ainsi aux jeunes de mettre en évidence les lacunes et de proposer des solutions.

# RESPONSABILITÉ SOCIALE

**75** mécanismes de responsabilité sociale ont été créés ou renforcés par les bénéficiaires.

Les mécanismes de responsabilité sociale sont des systèmes de suivi qui permettent à la société civile de recueillir et d'utiliser des données pour suivre la mise en œuvre des politiques, des plans et des budgets en matière d'éducation à tous les niveaux. Ils renforcent également l'autonomie des communautés locales en améliorant leurs connaissances et leur capacité à participer au dialogue politique.

Cette année, le nombre de mécanismes de responsabilité sociale créés ou renforcés par les bénéficiaires a considérablement augmenté.

En **Bolivie**, la Coalition nationale pour l'éducation (CBDE) a engagé un dialogue

avec les autorités gouvernementales afin de renforcer l'éducation interculturelle et bilingue dans le pays, en s'appuyant sur un rapport de la société civile consacré à l'état de l'éducation. Cette initiative a également mobilisé les médias nationaux pour inscrire les questions d'éducation à l'ordre du jour public, donner plus de poids aux groupes autochtones œuvrant dans le domaine de l'éducation et plaider en faveur de réformes.

Au **Ghana**, School for Life (École pour la vie), une alliance nationale de la société civile dans le domaine de l'éducation, a lancé l'initiative Open School Data (Données scolaires ouvertes) afin de promouvoir la transparence et la responsabilité dans l'éducation en rendant accessibles au public les informations au niveau des établissements scolaires. L'initiative collecte, partage et utilise systématiquement des données sur

des aspects clés tels que les résultats scolaires, la gestion financière et l'assiduité des enseignants.

Au **Libéria**, une alliance nationale de la société civile, HOPE Liberia, a organisé des dialogues au niveau des comtés avec les principaux acteurs du secteur de l'éducation afin de suivre la mise en œuvre de la Politique nationale sur l'éducation des filles. En associant les autorités locales et les associations de femmes locales, ces dialogues visaient à renforcer la responsabilité et à plaider en faveur d'un investissement accru dans l'éducation des filles.

Pour consulter la liste de tous les mécanismes de responsabilité sociale, veuillez-vous rendre sur :

[www.educationoutloud.org](http://www.educationoutloud.org)

Photo : Événement d'apprentissage sur le renforcement des mécanismes de responsabilité sociale, Tanzanie, (novembre 2024).

Crédit : Daniel Samwel, MS TCDC



# DONNÉES POUR LE PLAIDOYER

**99** Etudes et des rapports ont été réalisés par les bénéficiaires afin d'être utilisés à des fins de plaidoyer et de suivi.

Le recours à des données factuelles, en mettant particulièrement en avant les voix locales et celles des acteurs de terrain, renforce la légitimité et l'influence de la société civile dans le dialogue politique. Cette base de données factuelles, qui ne cesse de s'étoffer, soutient les actions de plaidoyer en démontrant la nécessité d'augmenter les budgets consacrés à l'éducation, en suivant les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs nationaux et internationaux en matière d'éducation, en évaluant l'accès à l'éducation des groupes marginalisés et en assurant le suivi de la mise en œuvre des politiques.

Au **Lesotho, au Libéria, au Malawi, au Bénin, au Somaliland, en Somalie, en Zambie, en Sierra Leone, au Honduras, au Sri Lanka, au Pakistan, au Népal et en Indonésie,**

les bénéficiaires ont mené des analyses budgétaires afin d'identifier les lacunes dans le financement de l'éducation et la prestation des services, plaidant ainsi en faveur d'un renforcement du financement de l'éducation.

Au **Honduras, au Vanuatu, au Sri Lanka, aux îles Salomon, aux Philippines, au Cambodge, au Népal et en Ouganda,** des organisations de la société civile ont élaboré des rapports de synthèse présentant le point de vue de la société civile sur les progrès accomplis vers la réalisation de l'ODD 4, en utilisant des données spécifiques au contexte pour mettre en évidence les lacunes et formuler des recommandations politiques.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes,** la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE) a mené une étude sur le cadre fiscal mondial, qui a été utilisée pour un plaidoyer de haut niveau, démontrant qu'une transformation structurelle du système fiscal est essentielle pour garantir un financement durable de l'éducation publique et assurer l'égalité des opportunités pour tous.



Photo : Brenda Cheptoo, de la Coalition Elimu Yetu, discute des conclusions d'une étude sur les TIC dans les écoles kényanes avec Judith Chirchir, membre du Comité exécutif du comté de Kericho (2025).  
Crédit : Malene Aadal Bo.

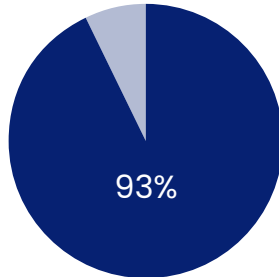
# ESPACES DE DIALOGUE POLITIQUE

**93** pour cent des Coalitions nationales pour l'éducation sont désormais membres de leur groupe local pour l'éducation.

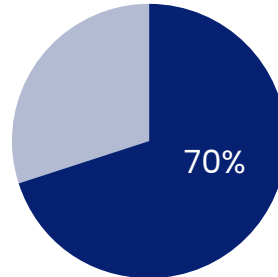
La participation à des espaces de dialogue politique, tels que les groupes locaux pour l'éducation, permet à la société civile d'échanger directement avec les ministères et d'autres acteurs clés sur les questions d'éducation au niveau national. Grâce à ces plateformes, elle peut influencer les politiques et les plans en matière d'éducation,

faire entendre les voix marginalisées et veiller à ce que les préoccupations locales soient prises en compte dans les processus décisionnels nationaux. Un nombre croissant de bénéficiaires de subventions participent à ces espaces de dialogue, contribuant ainsi aux processus d'élaboration des politiques et de planification.

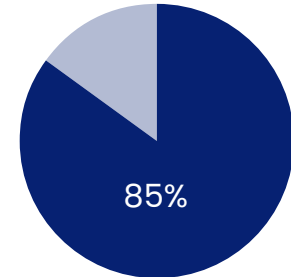
**Adhésion de la CNE à un groupe local dédié à l'éducation**



**Participation de la CNE aux discussions sur l'ODD 4 et à d'autres forums nationaux sur l'éducation**



**Participation de la CNE à des forums régionaux et mondiaux**



■ Les CNE qui font partie d'un groupe éducatif local

■ Les CNE qui ne font pas partie d'un groupe éducatif local



## APERÇU DE LA PARTICIPATION DES CNE AUX FORUMS POLITIQUES

Cette année, Éducation à voix haute a mené une étude qualitative afin de mieux comprendre comment les Coalitions nationales pour l'éducation s'impliquent de manière significative dans les espaces de décision politique. Menée dans sept pays, cette étude a permis de recueillir les points de vue tant des CNE que d'autres acteurs clés du secteur de l'éducation.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que les CNE en question associent une participation significative à la capacité d'apporter des contributions crédibles, fondées sur des données probantes et inclusives, qui complètent les points de vue du gouvernement et proposent des solutions alternatives lorsque cela s'avère nécessaire. Les acteurs du secteur de l'éducation soulignent en outre le rôle important que jouent les CNE lorsque leurs efforts de plaidoyer s'appuient sur une expertise technique et sur des consultations

avec leurs membres. Ils constatent également que les coalitions ayant une compréhension approfondie des processus du Partenariat mondial pour l'éducation au niveau national sont mieux placées pour participer de manière significative aux discussions politiques, ce qui leur permet de saisir les moments stratégiques pour apporter leur contribution.

Cette étude met également en évidence le rôle complexe que jouent les CNE dans le dialogue politique, car elles doivent représenter des points de vue divers tout en veillant à ne pas donner l'impression d'être soit trop dociles, soit trop conflictuelles. Trouver ce juste équilibre est essentiel pour qu'elles puissent contribuer de manière significative à la politique éducative nationale.

Photo : Des élèves rentrant de l'école à pied, au Mozambique (2023).  
Crédit : GPE/Mbuto Machili.



## PLAIDOYER TRANSNATIONAL

Éducation à voix haute soutient les alliances de la société civile afin qu'elles mènent des actions de plaidoyer transnationales et contribuent à l'élaboration de cadres régionaux et mondiaux visant à promouvoir une éducation inclusive, équitable et de qualité au niveau national.

La Campagne mondiale pour l'éducation (CME) et les coalitions régionales que sont la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), l'Association Asie-Pacifique du Sud pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE) et la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE) ont participé à la Rencontre mondiale sur l'éducation de 2024 et ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration de la Déclaration de Fortaleza, qui constitue un engagement

Photo : La CLADE, l'ACEA et la CME en discussion lors de la Rencontre mondiale sur l'éducation (2024).  
Crédit : CLADE.

mondial en faveur d'une éducation transformatrice et d'une accélération des progrès vers la réalisation de l'ODD 4.

Leur implication a consisté notamment à participer aux consultations régionales préparatoires, à apporter des contributions d'experts et à contribuer au document final.

L'alliance transnationale de la société civile « Girls Not Brides » (Les filles, pas épouses) a participé à la **première Conférence panafricaine sur l'éducation organisée par l'Union africaine à Addis-Abeba**, où elle a présenté des

recommandations clés pour lutter contre la violence sexiste à l'école et souligné le rôle essentiel de l'éducation dans la prévention du mariage des enfants.

TaxEd Alliance, CME et les coalitions régionales ont activement contribué aux préparatifs de la **4e Conférence internationale sur le financement du développement**, en plaidant en faveur d'une Convention fiscale des Nations Unies et d'un cadre de financement équitable, centré sur les personnes et durable pour une éducation transformatrice.



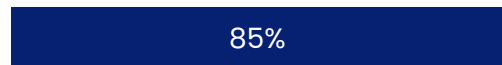


# INCLUSIVITÉ DES COALITIONS NATIONALES POUR L'ÉDUCATION

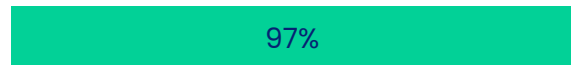
L'inclusivité au sein des CNE et de leurs organisations membres joue un rôle essentiel pour garantir que la voix des groupes marginalisés soit entendue dans les structures de gouvernance internes et représentée dans les actions de plaidoyer en faveur de l'éducation et l'élaboration des politiques.

Dans le cadre du programme Éducation à voix haute, l'inclusivité est évaluée selon quatre axes : les pratiques organisationnelles internes, le dialogue inclusif entre les membres, la diversité des membres et le plaidoyer inclusif. Ensemble, ces axes permettent de mieux comprendre comment les coalitions intègrent l'égalité des genres et l'inclusion dans leur travail et leurs structures.

## Diversité dans les politiques et les plans des CNE, juin 2025

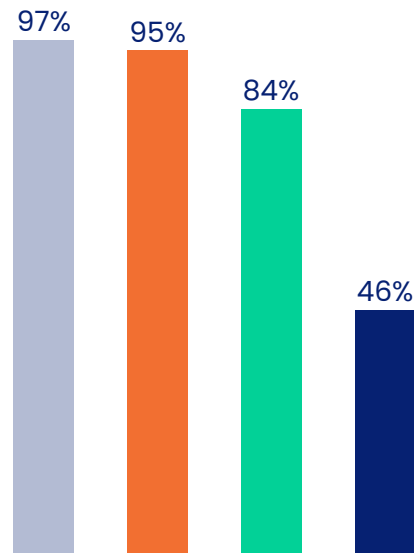


85 % disposent d'une politique actualisée en matière d'égalité des genres, d'un comité chargé de l'égalité des genres, d'une stratégie de lutte contre le harcèlement sexuel ou d'un code de conduite



97 % ont intégré les intérêts des groupes marginalisés dans leur stratégie ou leur plan de travail

## Diversité au sein des membres des CNE (juin 2025)



97 % comptent parmi leurs membres des personnes représentant les femmes ou les filles.

95 % comptent parmi leurs membres des personnes représentant les personnes en situation de handicap.

84 % comptent parmi leurs membres des personnes représentant les jeunes en situation de marginalisation.

46 % comptent parmi leurs membres des personnes représentant les migrants, les réfugiés ou les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

# APPRENTISSAGE DANS L'ÉDUCATION À HAUTE VOIX

Éducation à voix haute vise à renforcer la capacité des organisations et des alliances de la société civile à participer au dialogue et au suivi des politiques éducatives, ainsi qu'à exercer une influence sur ceux-ci. L'accent est mis sur l'apprentissage tiré de l'expérience, l'apprentissage entre pairs et le renforcement ciblé des capacités.

Le programme génère également des connaissances fondées sur des données factuelles concernant le travail et les réalisations de la société civile en tant que bien public, afin d'informer et d'inspirer les professionnels de l'éducation et les parties prenantes au sens large.

En intégrant l'apprentissage à tous les niveaux, Éducation à voix haute apporte une valeur ajoutée et contribue à rendre les organisations, coalitions et alliances de la société civile plus solides, plus stratégiques, plus pertinentes, institutionnellement saines et durables.

Photo : Des participants du «Pacific Learning Collaborative on Climate Education» rassemblés pour un événement en Papouasie-Nouvelle-Guinée (2025).

Crédit : Alanah Torralba.



## Collaboratif d'apprentissage

Le collaboratif d'apprentissage joue un rôle essentiel pour favoriser le partage d'expériences entre les bénéficiaires de subventions, créer des synergies et promouvoir l'apprentissage collaboratif. Cette année, Éducation à voix haute a soutenu 29 collaboratif d'apprentissage.

- Le genre et l'inclusion sociale en Afrique occidentale et centrale, afin d'aider les bénéficiaires à appliquer les principes de transformation en matière de genre dans leurs contextes respectifs.
- Le financement de l'éducation en Afrique, afin de favoriser l'échange et la documentation des meilleures pratiques en matière de financement national et innovant de l'éducation.
- → L'éducation au climat dans les îles du Pacifique, visant à aider les bénéficiaires à influencer et à créer des liens entre l'éducation et l'action climatique. Cela comprenait l'élaboration conjointe → d'infographies et d'une → vidéo d'animation à des fins de sensibilisation.



## PRODUITS DE CONNAISSANCE

Dans le cadre de ses activités d'apprentissage, Éducation à voix haute élabore et soutient la création de ressources pédagogiques ou de produits de connaissance, notamment divers types d'outils, d'études et de notes d'orientation. Par exemple, une → [publication](#) sur la transformation des systèmes éducatifs par le biais de la responsabilité sociale et un document sur les → [voies menant à la responsabilité sociale dans l'éducation](#), qui illustre les mesures prises par les OSC nationales soutenues par Éducation à voix haute pour renforcer le suivi et la responsabilité à plusieurs niveaux.

Une collection complète de publications et de ressources pédagogiques est désormais disponible sur le site web. Veuillez consulter [www.educationoutloud.org](http://www.educationoutloud.org). Elle comprend des études, des notes d'orientation, des manuels et des lignes directrices élaborés par les bénéficiaires et les partenaires pédagogiques d'Éducation à voix haute depuis 2019.

### Gestion adaptative

La gestion adaptative est essentielle pour garantir que le plaidoyer de la société civile reste pertinent, en tirant les leçons de la pratique et en saisissant les nouvelles opportunités. En collaboration avec l'Institute of Development Studies, Éducation à voix haute a élaboré un → [Guide de gestion adaptative](#). Ce document a pour but d'aider les bénéficiaires et les unités de gestion à adopter des approches réflexives et adaptatives dans leur travail.

### Partenaires d'apprentissage

Quatre nouveaux Partenaires d'apprentissage mondiaux ont été sélectionnés pour la période 2024–2026 afin de faire progresser la production de connaissances et l'apprentissage fondé sur des données probantes :

- L'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex
- La National Foundation for Educational Research
- L'initiative « Right to Education »
- L'Université du Minnesota

Leurs recherches conjointes portent sur des thèmes liés à l'inclusion et à l'égalité des genres. Les publications sont disponibles sur le site web d'Éducation à voix haute. Parallèlement, les Partenaires d'apprentissage régionaux ont renforcé les capacités de la société civile en proposant des opportunités d'apprentissage ciblées, en facilitant le partage d'expériences, ainsi qu'en documentant et en diffusant les enseignements tirés.

# AUTRES MISES À JOUR

Photo: Advent Munenge participe à des discussions de groupe, au Zimbabwe (2025).  
Crédit : Stabile Mpengesi/GPE.

## Revue d'Éducation à voix haute

Une → [revue externe](#) d'Éducation à voix haute a examiné la pertinence, l'efficacité, la cohérence et la durabilité du programme. La revue a notamment conclu qu'Éducation à voix haute est une initiative bien gérée, efficace et d'importance stratégique, qui apporte une contribution significative tant aux résultats des bénéficiaires qu'à la transformation plus large du système éducatif.

En janvier 2026, INTRAC a publié un document s'appuyant sur la Revue d'Éducation à voix haute, présentant → [six perspectives sur l'efficacité, la légitimité, la durabilité et la gestion du financement de la société civile.](#)



## Appel à propositions GESI

Afin de faire progresser l'égalité des genres et l'inclusion sociale, Éducation à voix haute a lancé cette année son tout premier appel à propositions réservé aux bénéficiaires actuels, axé sur un domaine thématique spécifique. Ainsi, 27 bénéficiaires ont élargi leurs initiatives dans ce domaine, favorisant ainsi des systèmes éducatifs plus sensibles à la dimension de genre et plus inclusifs.

## Préparation pour Éducation à voix haute 2.0

En 2025, le Conseil d'administration du GPE a décidé de poursuivre le programme Éducation à voix haute dans le cadre de la stratégie plus large GPE 2030 et a approuvé un cadre conceptuel pour la nouvelle phase du programme. Au cours de l'année 2026, le GPE déterminera l'enveloppe financière allouée à Éducation à voix haute 2.0 et sélectionnera un agent partenaire. La prochaine phase du programme devrait débuter en 2027.

## SUIVEZ LES TRAVAUX

→ [info@educationoutloud.org](mailto:info@educationoutloud.org)  
→ [www.educationoutloud.org](http://www.educationoutloud.org)

→ **Facebook**  
→ **LinkedIn**  
→ **Inscrivez-vous à notre  
newsletter**

Photo de couverture : un groupe d'élèves levant la main, Zanzibar (2024).  
Crédit : GPE/Feruzi.

EDUCATION OUTLOUD  
advocacy & social accountability

**GPE** Transforming  
Education